

Procès-verbal du comité syndical - Socle commun

Séance du 14 octobre 2025

Le quatorze octobre deux mille vingt-cinq, à 14 heures 00, le comité syndical, dûment convoqué le 8 octobre deux mille vingt-cinq, s'est réuni à distance et en présentiel au siège de l'Agence 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 111

Nombre de délégués présents ou représentés : 67 (dont 22 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (41) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tudor (Bagneux), Edith Félix (Bagnolet), Stéphanika Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Marc Feugere (Chatenay-Malabry), Laurent Taupin (Chevilly-Larue), Serge Kehyayan (Clamart), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Jean-Luc Millard (Drancy), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marine Renavand (L'Hay-les-Roses), Sophie Bosquillon (L'Ile-Saint-Denis), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Olivier Stern (Montreuil), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Capucine Du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Luc Alonso (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Sébastien Curlier-Andrade (Thiais), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Marie-Catherine Herrmann (GPGE), Patricia Vavassori (GPGE), David Daoulas (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO), Bernard Roche (GPSO), Christophe Najdovski (MGP).

Suppléants avec voix délibératives (04) :

Marie-Line Clarin (La Courneuve), Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes), Louise Bompaire (GPSO), Luc Mauvarin (GPSO).

Suppléante sans voix délibérative (01) :

Brigitte Pinault (Saint-Cloud).

Excusés ayant donné pouvoir (22) :

Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) à Frédéric Sitbon, Sonia Airouche (Bobigny) à Samuel Besnard, Laurent Cotte (Bondy) à Marie-Hélène Magne, Elodie Dorfiac (Châtillon) à Luc Mauvarin, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Marc Feugere, Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne) à Stéphanika Toussaint, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Frédéric Sitbon, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Stéphanika Toussaint, Marius Tchendjou (Epinay-sur-Seine) à Marie-Hélène Magne, Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt) à Geneviève Gaillabaud, Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec) à Julie Lefebvre, Pierric Amella (Pantin) à Edith Félix, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Capucine Du Sartel, Michel Budakci (Saint-Maurice) à Marc Frot, Nicolas Moreau (Vaucresson) à Patrice Pattée, Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay) à Robin Louvigné, Henri Roger-Estrade (Verrières-le-Buisson) à Marc Feugere, Mikaël Rigault (GPGE) à Patricia Vavassori, Patrick De La Marque (GPSO) à B. Roche, Thierry Siouffi (GPSO) à David Daoulas, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud.

Total des voix : **2 585,02 voix**

Excusés (3) :

Adrien Deudon (Clichy), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Vincent Soulage (Nanterre).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique et Sédik Chekir, Responsable service finances.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Socle commun) du 17 juin 2025

2. Délibérations :

2025 33 - Bilan d'activité 2024 de la Commission consultative des Services publics Locaux (CCSPL)

2025 34 - Adhésion de Drancy à l'option Velib'

2025 35 - Modification du nombre de membres du bureau

2025 36 - Communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatifs au contrôle des comptes et de la gestion du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole pour les exercices 2019 et suivants

Monsieur Patrice Pattée est désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance : Pour 2 585,02 voix.

1. Approbation du procès-verbal (Socle commun) du 17 juin 2025

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du comité syndical du 17 juin 2025.

Pour 2 585,02 voix

Le procès-verbal du comité syndical du 17 juin 2025 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

2025 33 – Bilan d'activité de la Commission consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, indique que la commission Consultative des Services Publics Locaux s'est réunie le 10 juin 2025 et a approuvé le bilan d'activité 2024. Il précise qu'en 2024, la CCSPL s'est réunie le 13 juin 2023.

Lors de cette séance, la Commission a approuvé le procès-verbal de la CCSPL du 13 juin 2023, le bilan d'activité de la CCSPL de 2023 et a examiné le bilan d'activité 2023 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Le Président demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet la délibération 2025 33 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 585,02 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, PREND ACTE du bilan d'activité 2024 de la commission Consultative des Services Publics Locaux.

2025 34 – Adhésion de Drancy à l'option Velib'

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, indique que la commune de Drancy compte 72 000 habitants et se situe dans le département de la Seine-Saint-Denis à proximité immédiate de communes adhérentes au réseau Velib' (Bobigny et La Courneuve). Il rappelle que la commune, déjà adhérente à l'Agence, souhaite adhérer à l'option Velib'.

Il rappelle ensuite quelques éléments du rapport d'audit du cabinet Rise de 2023 au moyen de diapositives diffusées sur écran en indiquant qu'il est possible de poursuivre le développement du service sans déséquilibrer le système et ainsi pérenniser le service jusqu'en 2032.

Le Président indique également qu'il est très attentif, compte tenu de l'expérience douloureuse d'Autolib', à faire en sorte que le service se développe sur un territoire continu. En présentant la carte du périmètre des communes adhérentes à Velib', il précise qu'il est évident que l'on accueille la commune de Drancy dans le service Velib' et donne la parole à Monsieur Jean-Luc Millard représentant de la ville de Drancy.

Jean-Luc Millard (Drancy) indique qu'avec l'adhésion de Bobigny et de La Courneuve, il était évident dans le cadre de la continuité du maillage que la commune de Drancy adhère à l'option Velib'. Il pense que cela pourrait également inciter la ville d'Aulnay-sous-Bois à rejoindre Velib'. Il termine en précisant qu'il est très heureux de cette adhésion.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) dit qu'il comprend tous les arguments mais qu'il est préoccupé par l'idée de s'étendre de proche en proche. Il souhaite qu'une réflexion soit menée afin de définir les limites de l'extension du service. C'est la raison, dit-il, pour laquelle il s'abstiendra.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) partage les observations de M. Galey et indique que le taux de satisfaction des usagers est très faible. Elle est désolée que l'on continue d'étendre un service qui n'est pas optimal pour ceux qui l'utilisent.

Patrice Pattée (Sceaux) rappelle qu'il ne connaît aucun métropolitain satisfait des services de transport.

Geneviève Gaillabaud (La Garenne Colombes) indique que les stations ne sont pas suffisamment remplies. Elle comprend qu'il y ait un nombre de vélos contractuels, mais elle demande si, lors de l'adhésion d'une nouvelle commune, le nombre de vélos augmente le parc de Velib' à disposition.

Le Président confirme que oui, en divisant pas 2,25 le nombre de points d'accroche présents sur le terrain.

Julie Lefebvre (Romainville) souhaite remercier le Président pour l'audit et la qualité du travail fourni. Elle ajoute que le service s'est amélioré même s'il reste des marges de progression. En sa qualité d'élue du Nord-Est Parisien, elle salue l'arrivée de la commune de Drancy. De plus, elle indique que cette adhésion permettra de rattraper le déséquilibre du Nord-Est Parisien qui est moins pourvu en stations Velib'.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) précise que l'aire urbaine de Paris représente 15 millions d'habitants, soit une superficie de 17 000 km². C'est un périmètre, dit-il, qui lui paraît immense pour développer un service de vélos et il n'est pas certain que cela puisse être considéré comme suffisant pour définir une stratégie de développement. C'est pourquoi il demande que l'Agence travaille sur cette question.

Luc Mauvarin (GPSO) indique que la commune de Drancy est une ville importante et il demande si l'on a pris le retour d'expérience de Créteil pour que l'accueil de Drancy soit plus facile.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond que le service Velib' à Créteil fonctionne très bien depuis le départ du service qui préexistait, comme en a témoigné l'élue de Créteil lors de la séance du bureau syndical. La seule difficulté identifiée est liée au vandalisme.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) entend les remarques des élus qui ne sont pas rassurés sur l'extension du service. Il indique que la commune de Drancy est une ville qui offre énormément d'interconnexions, et qu'il est judicieux de les intégrer à condition que l'Agence poursuive sa politique d'amélioration du service.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et, en l'absence, soumet la délibération 2025 34 au vote.

Contre : 0 voix
Abstentions : 108,625 voix*
Pour : 2 476,395 voix

*Bois-Colombes + pouvoirs de Clichy et Enghien, Charenton + pouvoirs de Bondy et Épinay, La Garenne-Colombes + pouvoir de Le Chesnay, GPSO Issy-Les-Moulineaux + pouvoirs de GPSO Ville d'Avray et GPSO Boulogne-Billancourt.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** l'adhésion de la commune de Drancy à l'option Velib' et approuve le transfert de compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Drancy afin d'assurer une continuité de service public et de permettre le maillage du service public Velib' dans le département de Seine-Saint-Denis.

2025 35 – Modification du nombre de membres du Bureau

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret

Yannick Cabaret, Directeur général, indique que le conseil municipal de la commune de Saint-Ouen a remplacé Mme Decanton par M. Paul Manon. Mme Decanton siégeait au sein du bureau syndical. Compte tenu des élections municipales à venir, il est proposé de ne pas la remplacer et donc de diminuer à 17 le nombre des membres du Bureau.

Le Président demande s'il y a des observations et donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) souhaite savoir si le Maire de Saint-Ouen a été prévenu qu'il n'aura plus de représentant qui siège au bureau Syndical.

Le Président répond que cette modification concerne les membres du Bureau et du comité syndical et donne la parole à Yannick Cabaret pour compléter.

Yannick Cabaret, Directeur général, précise qu'il n'y a pas de fonction réservée au sein du bureau syndical pour Saint-Ouen. Mme Decanton, lorsqu'elle a été élue au sein du Bureau, l'était intuitu personae, c'est-à-dire qu'elle a été choisie par l'ensemble du comité syndical pour rejoindre le bureau syndical. Si, dit-il, on devait maintenir le nombre des membres du Bureau à 18, il faudrait rapidement réélire un membre supplémentaire au prochain Comité et l'élection devrait se faire en présentiel.

Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine) rappelle que Mme Decanton a suivi les dossiers jusqu'à quasiment la fin de la mandature. Le fait, dit-il, qu'une personne la remplace, ne lui donnera pas forcément la possibilité de reprendre les dossiers et prendre part à toutes les décisions qui seront prises par le bureau syndical. Il précise que Vitry est l'une des communes qui a le plus de stations Velib' en dehors de Paris, et, pour autant, elle n'est pas représentée au sein du Bureau. Il termine en indiquant qu'à quelques mois des élections, il est préférable qu'il n'y ait pas de nouvelle désignation.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et, en l'absence, soumet la délibération 2025 35 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 585,02 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité, de fixer à 17 le nombre de membres du Bureau, le Président et les 14 vice-présidents étant membres de droit.

2025 36 – Communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes, relatif au contrôle des comptes et de la gestion du syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole pour les exercices 2019 et suivants

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, rappelle que le contrôle a été ouvert en juillet 2024 et les premiers entretiens ont eu lieu à compter de septembre 2024. La période d'examen s'étendait de 2019 jusqu'à début 2025. Les magistrats ont également réalisé des entretiens avec certains élus présents. Le rapport d'observations définitives est parvenu en août dernier. Le rapport définitif édité le 16 septembre 2025 comprenait la réponse de l'Agence.

Il rappelle que pour que ce rapport puisse être rendu public, il faut qu'il soit présenté aux membres et ainsi s'assurer qu'ils ont bien pris connaissance des observations qui y figurent et des éventuelles recommandations.

Ce rapport, dit-il, est extrêmement positif dans la mesure où il ne contient aucune recommandation, ce qui est un fait rare dans un rapport des juridictions financières. Il y a, en revanche, des observations qui prennent acte d'une bonne gestion du contentieux Autolib', d'une gestion correcte des services de l'Agence, d'une gouvernance qui fonctionne et d'une amélioration en cours du service Velib'. Même si, dit-il, ce dernier point a retenu l'attention des magistrats qui ont formulé un certain nombre de propositions, une partie a déjà été mise en œuvre, notamment sur la question de la régulation.

Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, précise que le précédent rapport était intervenu fin 2018, début 2019 dans un contexte de résiliation de la DSP Autolib' et de contentieux et de débuts difficiles du service Velib'. Ce nouvel examen par les juges a permis de montrer une amélioration globale du fonctionnement de l'Agence.

Sur la gestion de l'Agence, les juges pointent que nous avons une compétence qui était Autolib' et qui n'est plus et une compétence Velib' qui est dominante et que dans cette phase intermédiaire, la compétence principale est un peu faible.

Depuis le changement de dénomination de l'établissement, l'Agence porte désormais un nom et une volonté politique. Sur les éléments de droit, les juges considèrent que nos statuts sont conformes.

Les juges apprécient la situation du solde du contentieux Autolib' car leur rapport s'est conclu au moment où le jugement a été rendu.

Sur la gestion de Velib', ils pointent qu'il y a eu un audit et surtout que la qualité de service s'est améliorée avec des avenants pour améliorer la qualité du service.

Les juges soulignent l'amélioration attendue en matière de régulation, c'est d'ailleurs le dernier avenant qui vient d'être signé, obligeant Smovengo sur un seuil de stations vides et stations pleines à 2 % sur l'ensemble du territoire avec une régulation qui sera faite en conséquence, sous peine de pénalité.

Les juges saluent la gestion exceptionnelle des JO et JOP avec une fréquentation très conséquente. Néanmoins, des questions persistent sur le devenir de l'Agence, à savoir : quelles extensions du périmètre ? Quelle stabilisation des compétences ? Quelle nouvelle compétence ? Surtout, ils pointent une nécessaire harmonisation des compétences entre les différents acteurs de la mobilité (Ile-de-France Mobilités, la Métropole du Grand Paris, les établissements publics territoriaux, les communes et le Grand Paris Express...) pour que le vélo soit inscrit dans l'ensemble des moyens de transport et des mobilités.

Pour finir, ils indiquent qu'aucune irrégularité, voire illégalité n'a été soulevée, juste des points à parfaire. Donc un rapport, lorsqu'on a vécu et suivi celui de 2019, qui est plutôt satisfaisant.

Le Président insiste que c'est assez exceptionnel d'avoir un rapport qui ne fait pas de recommandation. L'ensemble de la gestion de l'Agence est relevée comme étant régulière. Il souligne que la gouvernance du Syndicat avait été pointée fortement dans le rapport précédent. Ainsi, les juges ont observé que les décisions sont prises quasiment à l'unanimité, ce qui veut dire que l'on fait aussi cet effort d'avoir un travail conjoint indépendamment de nos appartenances respectives, qu'elles soient territoriales ou politiques.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) indique que ce rapport est rassurant sur la gestion de l'institution. Il appelle quand même à une réflexion stratégique, à la fois sur le périmètre géographique de l'établissement et sur les éventuelles extensions des missions et activités. Il indique également qu'à l'issue des élections municipales qui auront pour conséquence l'installation du nouveau comité syndical et l'élection des membres du nouveau Bureau, ce sont des questions qui ont besoin d'être tranchées de manière réfléchie et globale.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et, en l'absence, soumet la délibération 2025 36 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 2 585,02 voix

Le comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE, à l'unanimité, de la communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France concernant l'examen des comptes et la gestion des exercices 2019 et suivants du syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole, accompagné de la réponse écrite du Président.

PREND ACTE de la tenue du débat portant sur le rapport.

DONNE tous pouvoirs au Président pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Le Secrétaire,

A stylized, handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Patrice' followed by a large, sweeping flourish.

Patrice Pattée

Le Président,

A stylized, handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Sylvain' followed by a large, sweeping flourish.

Sylvain Raifaud

